

P.D.G



N° 1

**LE POING
DANS
LA GUEULE !**

MARS-AVRIL 1976

*Journal
autonomiste
révolutionnaire .
2,00 F.*



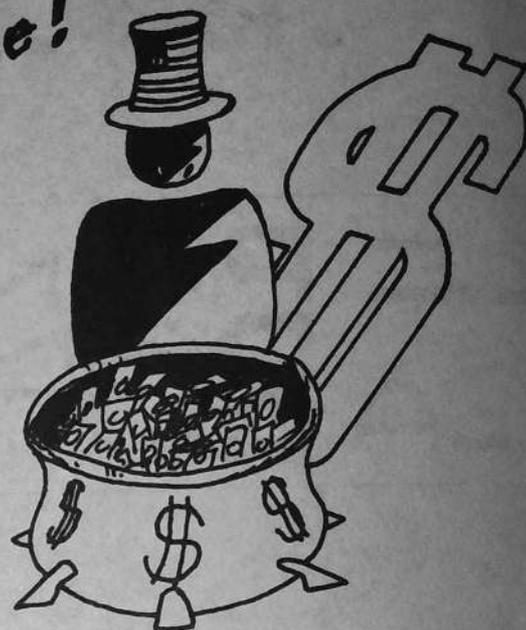
Un nouveau journal breton: Pourquoi ? Pour qui ?

Un nouveau journal breton. Pourquoi et pour qui ?

Certains penseront que c'est un de plus et qu'il n'offrira pas plus d'intérêt que les autres. Mais si l'on regarde de près les journaux bretons, on s'aperçoit qu'il y a un vide notoire, car il n'existe pas de journaux bretons d'extrême-gauche. Le seul journal digne d'être lu actuellement est "Le Peuple breton" (il faut bien le reconnaître), mais celui-ci est assez anti-gauchiste et n'exprime que le point de vue de l'U.D.B. Il y a, en Bretagne, un nombre important de militants qui aimeraient pouvoir s'exprimer dans un journal qui ne ferait pas d'exclusive (sauf pour la droite et l'extrême-droite, bien entendu). Avec la sortie de ce journal, il serait possible de rassembler tous les militants que ne satisfont ni "le centralisme démocratique" ni les vagues tendances autonomo-libertaro-socialo-fasobistes.



à la Soupe!



Car il faut mettre les choses au point. En Bretagne, on assiste actuellement à une clarification des situations. Certains ont senti la soupe arriver et tendent déjà leur gamelle. A la marmite se trouve Le Calvez, généreux, dévoué, la main sur le coeur et les dollars dans sa poche. Et tout le monde de faire les louanges de ce militant désintéressé. Pour faire passer le tout, on emploie un vocabulaire très à la mode : autogestion, socialisme libertaire, autonomie. Cela ne choque personne, tout cet argent, ce beau journal (Combat breton) ? Personne ne s'interroge sur la provenance de ces sommes considérables. Voilà en quoi la situation est claire : les sociaux-démocrates pointent les oreilles. Ceux qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui seront les exploités du peuple breton de demain.

Comment peut-on sérieusement se prétendre socialiste libertaire si l'on n'affirme pas la volonté de détruire l'Etat, d'abolir la propriété et le salariat ? De tout cela, il n'est pas question. Il ne faut pas effrayer les gens.

Mais qui craignent-ils d'effrayer, si ce n'est les petits bourgeois bretons qui verraient d'un bon oeil une vague autonomie interne comme la réclame Caro. L'ouvrier au chômage ou le paysan dont on a pris les terres pour faire des camps militaires craignent-ils quelque chose ? C'est sous-estimer les forces révolutionnaires qu'il y a en Bretagne (Paysans-travailleurs, Siccna, Batignolles). Sous un vocabulaire soi-disant révolutionnaire se cache la vraie nature de ces militants. Penser que l'argent de Le Calvez fera avancer la cause bretonne est une erreur profonde. L'alliance avec la bourgeoisie n'a jamais fait avancer une cause. Les Bretons risquent de se retrouver dans la position des révolutionnaires Kurdes qu'a fait massacrer Borzani en préférant s'allier à la C.I.A. et à l'Iran.

Le F.A.S.A.B. aurait pu avoir un avenir intéressant dans la mesure où un regroupement des différents mouvements en vue d'actions communes pouvait offrir une réponse à la répression et à la situation économique désastreuse. Mais ce front s'est condamné par son alliance avec ceux qui ont de l'argent, par son centralisme administratif (tout se passait à Saint-Brieuc et en semaine). Cela ne peut que rebuter les militants révolutionnaires et freiner l'action. Derrière le F.A.S.A.B. pointait la volonté de créer un grand parti unitaire breton, avec, pour petit chef, Caro. Quand on se dit socialistes autogestionnaires, on ne peut que refuser cette perspective. Les Bretons ont souvent refusé de se soumettre à l'autorité. Ce n'est pas maintenant qu'il faudrait le faire. De plus, ce type de grand parti unitaire ne peut rassembler les gens que sur des bases très larges, donc politiquement vagues. Il suffit de se référer à l'exemple du Pays de Galles

où le Plaid Cymru est l'exemple type du parti social-démocrate et petit bourgeois. Ce journal s'adressera donc aux révolutionnaires qui refusent les structures de parti, d'Etat ou de syndicats traditionnalistes. Ces colonnes sont ouvertes à ceux qui pensent que la révolution doit se faire par des moyens radicaux et sur des bases politiques claires. Il ne tient qu'aux militants révolutionnaires de Bretagne que ce journal devienne la voix de tous ceux qui ne veulent pas être les moutons bêlants d'un parti.



Affiche tirée à 10.000 ex. et collée simultanément en Occitania, Corsica, Catalunya, Euskadi et Breizh par le Collectif Antirepression des Peuples en Lutte.

Ad: CAPL % RIVAT
55 b^d S^t Michel
Paris 75006

De plus, l'expérience d'un journal avec des pages internationales communes avec les camarades occitans "Poble d'Oc" est une initiative qui permettra d'élargir notre combat et vers les Occitans et vers les autres peuples en lutte (Palestine, Irlande, Angola). Le combat de ces divers peuples nous concerne et cela sera un moyen de prouver que nous ne nous enfermons pas dans un combat nationaliste. Nous devons aussi apporter notre soutien à ceux qui, comme nous, luttent pour leur libération.

Salutations libertaires.

lisez "Evid ar Brezhoneg"
30, ru Jaures-Ploumagoar
22200 GWENGAMP

Kudenn ar sevenadur

Une nouvelle année a commencé et rien n'a encore changé. Tous les ans nous faisons les mêmes constatations : le mouvement culturel breton donne l'impression de stagner. Même si celui-ci s'est amplifié, même si le nombre des militants a augmenté, la situation de la langue reste toujours critique. Quelles en sont les causes ? Tout d'abord, le manque de politisation du mouvement culturel, le fait que de nombreux militants politiques ne sont pas conscients de l'importance de ce combat ("On verra après") et, en fin, les querelles de clocher existant entre les différentes associations culturelles, quoique des progrès aient été faits dans ce domaine. Développons chacun de ces points.

Si l'on se réfère à ce qui s'est passé à Gwengamp, lors de la réunion sur la langue bretonne, il était aisé de constater le faible nombre d'interventions qui dénonçaient l'impérialisme français, or le combat pour la reconnaissance de notre langue doit s'inscrire dans une lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste. Une lutte ! car c'est bien d'une lutte qu'il s'agit et non pas de parlottes de dilettantes ou d'une guerre de communiqués qui ne servent à rien, sinon à contribuer à l'agonie du breton. Anti-impérialiste car il est évident que nous subissons un impérialisme de la langue française, mais derrière ce fait, le véritable impérialisme est la situation économique de notre pays. Dans un autre domaine, l'impérialisme culturel américain que certains dénoncent violemment cache un impérialisme économique. Il est illusoire de vouloir combattre la culture américaine si l'on ne s'attaque pas aux structures économiques qui la propagent. Il en est de même pour la langue française. D'où il s'ensuit que le combat culturel doit aussi être une lutte anticapitaliste.

La culture n'est pas une entité qui existe en-dehors de notre vie, de notre économie. Il est temps que cessent les débats sur "culture et politique" qui visent à les opposer. Il s'agit plutôt de les rassembler. Il est nécessaire, dès à présent, de débrayer et de passer la vitesse supérieure en adoptant de nouvelles formes d'actions militantes tel le refus de payer la redevance TV, excellente initiative de Evid ar Brezhoneg que nous encourageons, ou autres initiatives de ce genre, en attendant de passer à des formes d'action plus directes (peut-être plus violentes, car, une fois encore, pourquoi la violence révolutionnaire serait-elle exclue du combat pour notre langue ?). Ceci est d'une importance extrême, car si nous en restons au stade actuel, la langue est assurément condamnée à disparaître ou à n'être plus parlée que par une élite essentiellement citadine. Le combat pour la langue doit être mené en même temps que la lutte de libération nationale et ne peut en aucun cas être reporté à une date ultérieure à la révolution. Ce combat commence donc pour les non-bretonnants par l'apprentissage de la langue et ceci immédiatement. Comment pourrait-on saisir la réalité bretonne en son entier si l'on ne connaît pas la langue ? Il est aberrant que cela ne semble pas gêner certains militants. Le peuple breton est un but, il ne s'agit pas de découper cette réalité... (suite p 9)





(« L'Unité » 7 novembre)

EUZKADI NORD : UNE MILITANTE BASQUE TMOIGNE

Euskadi nord n'est pas épargnée par la répression. Elle s'abat surtout sur les réfugiés politiques. Ils subissent de nombreux contrôles d'identité de la part de la police française dans les bars où ils ont l'habitude de se réunir, ou dans les fermes où ils vivent à plusieurs. Ils ne sont pas seulement visés par la police française, ils sont aussi la cible des barbouzes franquistes qui agissent en toute impunité. Ces commandos viennent plastiquer les librairies basques, les restaurants ou locaux tenus par des réfugiés, les voitures de réfugiés. Au retour d'une manifestation en août, 16 réfugiés ont été attaqués par une voiture qui a tiré sur eux; heureusement leur arme s'est enrayée et n'a fait que trois blessés alors que ça aurait pu être un véritable carnage. A la Rhune, près de la frontière, mais en territoire français, la guardia civil vient enlever un réfugié et en blesse un autre qui s'enfuyait.

Que fait la police française pour protéger les réfugiés ?

Elle arrête les réfugiés lorsqu'ils portent une arme et on leur donne des peines assez lourdes de prison (15 jours à 3 mois et 3 mois avec sursis). Mais quand c'est un policier espagnol, il est accompagné à la frontière. Elle n'arrête aucun terroriste : Chabessier a été pratiquement livré par sa victime, Coco liso et le policier Martínez l'ont été par la douane. Elle relâche ou évite tous les suspects.

Il paraît que la police manque d'effectifs et de moyens. Mais pour contrôler les Basques elle les a : pour donner l'assaut d'une ferme dont les habitants, des réfugiés, sont soupçonnés d'avoir là un camp d'entraînement de ETA, pour perquisitionner les domiciles des réfugiés, pour faire des descentes dans les bars, pour livrer à la police franquiste des jeunes militants qui fuient la

torture et les prisons espagnoles, pour quadriller Euskadi nord au moment de la marche prévue sur Hendaye. C'est curieux !

La police française est largement complice du régime fasciste

espagnol. Mais les bourgeois locaux sont aussi responsables, ils font des pétitions pour qu'on extrade tous les réfugiés et qu'on interdise leur accueil.

Les militants basques du nord ne sont pas épargnés, mais la répression au nord face au peuple basque est spécifique : pas de

travail, aménagements abusifs, pas de reconnaissance pour la langue basque, aucune aide pour les Ikastola. Il est très difficile de trouver du travail. Il n'y a pratiquement pas d'usines ou d'entreprises et beaucoup ferment, le nord étant essentiellement agricole, les Basques émigrent vers Paris et les grandes villes.

Les luttes.

Les luttes s'affirment contre les aménagements proposés par des promoteurs bordelais ou autres. Les bergers et paysans de la montagne ont commencé à lutter contre la construction excessive de routes de montagne qui font reculer les aires de parcsages, contre le rachat de leurs terres à des prix dérisoires pour les aménager en aires de tourisme ou pour des lotissements, contre la vente des permis de chasse à des prix très élevés, réservés à la bourgeoisie paloise ou bordelaise. On a abîmé une forêt de hêtres assez exceptionnelle à Irati pour construire un complexe touristique avec chalets loués à des prix très divers, mais assez élevés, aux touristes et aux chasseurs, un court de tennis, une piscine à 1000m d'altitude, alors qu'on n'a pas accordé sa construction à Tardets, des pistes de ski. Seuls les employés secondaires sont Basques, la direction est étrangère.

Aujourd'hui le peuple Basque doit se mobiliser en permanence pour empêcher tous les aménagements qu'on propose chez eux pour mieux pouvoir les assimiler, pour exiger du travail en Euskadi par la création d'entreprises ou de coopératives, contre la répression qui s'accroît durement actuellement. Il doit lutter pour le développement de la culture Basque et des Ikastola et pour la reconnaissance comme langue nationale du Basque.

Texte réalisé par une militante basque.
Suite au prochain PEUPLES EN LUTTE

LES GRANDES ETAPES DE LA LUTTE DU PEUPLE BASQUE

778- Charlemagne rase Pampelune; son arrière garde, surprise au col de Bize subit un désastre qui inspirera la chanson de Roland.

999- Le roi Santxo regroupe sous son sceptre toutes les terres habitées par les Basques : Royaume de Navarre, Gascogne, Aragon, etc...

1512- Le royaume de Navarre, seule région de l'ancien Pays Basque encore indépendante est occupé par l'Espagne.

1790- Suppression de l'autonomie de la Soule, du Labourd et annexion de la basse Navarre. Création du département des Basses-Pyrénées.

1841- Défaite basque aux guerres carlistes. Aphyxie de l'économie du Pays Basque nord. Conscription militaire en Espagne.

1893- Sabino Arana Goiri fonde le nationalisme basque. Création du drapeau national de l'Euskadi.

1936- Constitution du gouvernement basque présidé par J-A de Aguirre qui dirige l'armée basque face à l'agression franquiste.

1939- Fin de l'état basque. Interdiction de la langue basque. 50.000 morts et 200.000 exilés pour un million et demi d'habitants.

1958- Création de l'E.T.A.

1970- Procès de Burgos: 16 condamnations.

1975- Grève générale en Euskadi. Assassinat de Txiki et de Otaegi.

DOSSIER SPÉCIAL BARBOUZE

Depuis plusieurs années, des groupes de Barbouzes sévissent à l'encontre des minorités nationales en lutte pour leur émancipation. Nous savions que de nombreux états (Portugal fasciste, Espagne franquiste, Grèce des colonels, etc...) n'hésitaient pas dans l'emploi systématique de pratique barbouzière contre leurs opposants politiques et surtout ceux des minorités nationales. Bien que de telles méthodes furent déjà largement employées par l'Etat français (que cela soit contre l'OAS mais aussi et surtout, ne l'oublions pas, contre les révolutionnaires algériens) et malgré qu'elles ne furent jamais totalement abandonnées (affaire Ben Barka), on peut s'étonner que l'Etat français soit-disant «libéral avancé» en arrive à ne se rassurer qu'avec de telles pratiques.

En effet, des criminels attentats des barbouzes espagnols du «Christ Roi» contre les réfugiés basques et leurs familles, aux provocations d'un groupe intitulé FLB-LNS, il faut ajouter la vague de terreur qui s'abat sur la Corse

(les terroristes se réclament d'un mythique front anti-italien, d'un général Morand de sinistre mémoire pour l'île) et la chasse aux autonomistes qui y sévit.

Aujourd'hui il ne fait plus de doute pour personne qu'un groupe de barbouzes contrôlent un mouvement de minorité nationale, le FASAB (qui s'est considérablement réduit depuis le départ des révolutionnaires bretons de ce Front). Ce groupe représente un précédent redoutable pour toute lutte révolutionnaire dans ce domaine. Ce dernier va-t-il continuer longtemps à se servir d'un paravent de gauche, en la circonstance le passé progressiste du FASAB? va-t-il longtemps diffamé, menacé et fliqué les luttes et les militants révolutionnaires occitans, bretons et corses?

de polariser l'attention sur elle. Or, pendant que la population est mobilisée contre «les barbouzes» qui servent de polarisation, le Pouvoir peut, lui, se livrer à des manœuvres politiques ayant pour but de désamorcer la situation (instauration d'institutions politiques de collaboration avec le Pouvoir).

C'est en fait, la très vieille tactique de la «chèvre» qui a été reprise et modernisée.

Mais ces tactiques sont complétées par d'autres beaucoup plus sophistiquées.

30.— Le contrôle de la direction des mouvements.

Nous écartérons d'emblée le cas du contrôle indirect (corruption, chantage...) pour aborder le contrôle financier et directionnel. C'est-à-dire le cas où le mouvement a des barbouzes dans ses rangs et notamment dans ses organes dirigeants et où ces derniers l'alimentent en fonds.

Le cas typique est celui du FASAB et du FLB-LNS en Bretagne (cf. suite). Au niveau de la pénétration du FASAB, le groupe «Combat breton» dirige effectivement le FASAB notamment par des compromissions successives et son rôle de principal bailleur de fonds. Ce groupe prend évidemment bien soin de conserver un porte parole au-dessus de tout soupçon : le Docteur CARO qui n'est, en fait, que leur otage. L'action de ce groupe est articulée et complétée par des opérations du genre de celle de Liégard, bombardé pour la circonstance «chef» du FLB-LNS, Liégard, non seulement a rendu d'innombrables services à la police française (tous les militants contactés par un tel FLB-LNS sont aussitôt repérés par la police), mais encore a semé le doute, la confusion sur le FLB (alors que seul le FLB-ARB a fait une action cohérente et continue en Bretagne). Sur ce dernier point, l'utilisation par le Combat Breton de communiqués assortis d'un faux tampon FLB-ARB (la malfaçon de l'épée du sceau) ne laisse aucun doute quant à l'entreprise.

Nous sommes ainsi, à présent, à un niveau différent Liégard comme Le Calvez appartenant à un nouveau milieu barbouze, celui d'agents intelligents, disposant d'importantes complications, et dans le cas de Le Calvez de fonds extrêmement importants.

Extrait du livre B... comme Barbouze Editions Alain Moreau

3 bis, quai des fleurs Paris 4^e - 75

(30) La FRANCEXPA, ou «Société Française d'Exportation de Produits Agricoles», dont l'administrateur est Gilbert Beaujolin, est patronnée par plusieurs établissements bancaires dont la Banque Vernes, la Banque Ottomane et la Banque de l'Indochine. En 1972, Jean Le Calvez fonde en Bretagne, avec de très importants moyens financiers, un nouveau parti politique, le «Strollad ar vro» ou S.A.V. Il ouvre de nombreuses permanence, embauche des responsables de secteurs et des troupes de choc, suscite des candidatures — les gaullistes désirant sans doute s'infiltrer dans les rangs des nationalistes bretons, afin soit de les manipuler, soit de démanteler les réseaux F.L.B. Jean Le Calvez exploitait ses énormes disponibilités financières par le fait qu'il s'agissait là du «produit des fraudes fiscales de sa société». Une enquête permit d'établir que le «produit des fraudes fiscales» provenait en réalité des caisses de la Société FRANCEXPA et que Jean Le Calvez agissait sous l'étroit contrôle de Gilbert Beaujolin et du colonel Roger Barberot.

Officiellement du moins, Jean Le Calvez n'est plus employé de la FRANCEXPA (3, rue Moncey, 75009 Paris), une des sociétés de Gilbert Beaujolin, depuis novembre 1971.

En réalité, Le Calvez continue à émarger régulièrement aux caisses tant de la FRANCEXPA que d'autres sociétés comme la SOTIC-Bruxelles, la SPADA SpA de Turin, et l'INTERMARKT GmbH de Düsseldorf.

En 1972, 1973 et 1974 des chèques tirés sur ces quatre sociétés (aucun chèque inférieur à 150 000 francs suisses) ont été déposés sur le compte SK 538 ouvert près le «Crédit Suisse», agence de Lausanne (avenue de Cour). Or, ce compte est celui de Le Calvez.

On retrouve dans les quatre sociétés précitées le tandem Beaujolin/Barberot. Ce dernier figure au titre de «conseiller technique» dans l'organigramme de la SOTIC, de la SPADA et d'INTERMARKT.

Un des directeurs de la SPADA, Charles Vineti, membre du S.A.C., se trouvait dans les années 68/70 dans la région marseillaise. C'est lui qui distribuait les fonds auprès d'Etienne Arvanitis, de Gomila, etc., responsables locaux des gaullistes de gauche, l'U.G. V. Puis Vineti a travaillé à Paris dans les équipes Foccart avant de rejoindre Milan et Turin en 1970 pour la SPADA SpA nouvellement créée.

Vineti est lié sur les plans personnel et professionnel avec Le Calvez.

UNE PRATIQUE «BARBOUZIÈRE» SOPHISTIQUEE: LE CONTRÔLE DU FLB-LNS et du FASAB

Deux groupes opèrent avec des moyens différents sur les mêmes cibles avec des objectifs similaires.

Ils disposent tous deux d'une infrastructure de «relations publiques» :

- Liégard avait créé une fantomatique «Conférence des mouvements régionalistes et nationalistes» qui lui permettait de contacter les divers mouvements de minorités nationales (Occitans, Basques, Corses, Irlandais).

- Le groupe «Le Calvez» dispose d'une structure beaucoup plus complexe :

une agence de presse MPB remplissant, sous des appa-

rences professionnelles, le même rôle que la pseudo-conférence de Liégard.

Une structure politique : la revue «Combat Breton» destinée à chapeauter le contrôle du FASAB.

Une structure économique, la Société d'import-export «CIT».

Tout ceci nécessite un budget important de l'ordre d'un million de francs actuels par an (coût de la revue, salaires + charges sociales, coût du local du 103, rue Lafayette).

Nous savons que le but final est le contrôle du mouvement breton, voire des autres mouvements de minorités nationales (éventuelle-

ANALYSE DU PHENOMENE BARBOUZE

Comme nous l'avons vu précédemment, sous une dénomination unique coexistent plusieurs modes d'action.

1^o.— Groupe parallèle :

Nous pouvons nous trouver en présence d'un groupe «parallèle» opérant des missions de police, des exécutions que pourrait difficilement se permettre la police officielle.

Par exemple ce fut le cas des barbouzes françaises utilisées dans l'affaire «Ben Barka», dans les groupes anti-ETA.

Dans ce premier cas, nous nous trouvons en présence d'opérations de basse police (généralement accomplies en territoire étranger).

La complicité des services officiels de police demeure indéniable car nous nous trouvons dans une situation de substitution entre services parallèles et officiels : seuls les moyens différents (destructions de biens, meurtres, enlèvements) car le but reste unique : l'élimination de l'adversaire et la destruction de ses bases logistiques.

Ce n'est pas à ce niveau que se situe réellement l'aspect le plus intéressant du phénomène.

Nous savons qu'il existe diverses méthodes plus modernes qu'il faut maintenant analyser.

2^o.— Création de mouvements fantoches

Cette méthode reste assez commune (Guerilleros du Christ-Roi en Espagne, front anti-italien en Corse), elle se veut une méthode efficace de «contre-terrorisme».

Elle présente plusieurs avantages pour le Pouvoir qui y a recours.

1. Elle permet de faire croire à un antagonisme qui n'a en fait aucune base réelle : Corses autonomistes, Corses pro-Français par exemple.

2. Elle rejette la violence sur des groupes particuliers (à un «attentat autonomiste» répond un attentat anti-autonomiste) et masque ainsi l'origine du conflit et la violence d'Etat.

3. Cette action contre-terroriste peut avoir, également, pour but

SPECIAL BARBOUZES

Nous savons, dès à présent, que leurs plans ne peuvent qu'échouer, mais faisons en sorte qu'il n'entraîne pas le mouvement politique breton dans leur chute ■

LE MILIEU BARBOUZE

Il faut faire aussi une analyse du milieu des Barbouzes.

Ce n'est pas un milieu social homogène, mais plutôt un milieu circonstanciel car le creuset essentiel en est la guerre d'Algérie. Durant cette dernière, les réseaux gaullistes (issus du BCRA et du RPF) s'y côtoient avec les réseaux sionistes (les amis de J. Soustelle) et les réseaux d'extrême droite (Thomazo).

L'évolution de De Gaulle crée une cassure entre réseaux gaullistes et atlantistes d'une part, et ceux qui passent à l'OAS (Officiers "perdus", Pieds-Noirs, Sionistes).

Leur affrontement, pour dur qu'il fut, ne créera pas un fossé infranchissable... des anciens de l'OAS ont repris du service en Espagne (pour le compte des Franquistes), en Israël, en Afrique Noire (pour le compte des réseaux Foccart).

Lorsqu'en MAI 68 les gaullistes s'affirmeront comme l'ultime rempart de la bourgeoisie, c'est tout naturellement que les adversaires du passé se réconcilieront.

Des militaires "baroudeurs" (Massu et Bigard) sont nommés aux plus hauts postes, les amis de J. Soustelle imposent son retour en France, car les sionistes bénéficient de nombreuses complicités dans l'appareil d'Etat français.

Dès lors, les opérations de "Barbouzes", françaises ou non, ne se comptent plus : détournement des vedettes de Cherbourg, assassinats des militants palestiniens, algériens, basques, création de mouvements "revanchards pseudo-Pieds-noirs" (Mouvement du peuple Pied-Noir) ou Algériens (Soldats de l'opposition algérienne)...

Le SDECE est mis en cause... A tout cela il faut ajouter les diverses milices gaullistes et giscardiennes : SAC, CDR, CFT !

Il existe donc bien un milieu "Barbouze", socialement hétérogène il est vrai : des élus (Le Tacl), des avocats (Le Marchand), des Officiers (Barberot), des hommes d'affaires (Beaujolin, Le Calvez), des aventuriers (Bernier, Ducoureau), des hommes de main, etc... Ce milieu n'est pas exclusivement "Français", mais de nombreux autres Etats les utilisent au gré des circonstances et des clans qui existent : USA, Israël, Iran, Espagne, Maroc.

Extrait du livre B... comme Barbouze Editions Alain Moreau

3 bis, quai des fleurs Paris 4^o - 75

(30) La FRANCEXPA, ou « Société Française d'Exportation de Produits Agricoles », dont l'administrateur est Gilbert Beaujolin, est patronnée par plusieurs établissements bancaires dont la Banque Vernes, la Banque Ottomane et la Banque de l'Indochine. En 1972, Jean Le Calvez fonde en Bretagne, avec de très importants moyens financiers, un nouveau parti politique, le « Strollad ar vro » ou S.A.V. Il ouvre de nombreuses permanences, embauche des responsables de secteurs et des troupes de choc, suscite des candidatures — les gaullistes désirant sans doute s'infiltrer dans les rangs des nationalistes bretons, afin soit de les manipuler, soit de démanteler les réseaux F.L.B. Jean Le Calvez expliquait ses énormes disponibilités financières par le fait qu'il s'agissait là du « produit des fraudes fiscales de sa société ». Une enquête permit d'établir que le « produit des fraudes fiscales » provenait en réalité des caisses de la Société FRANCEXPA et que Jean Le Calvez agissait sous l'étroit contrôle de Gilbert Beaujolin et du colonel Roger Barberot.

Officiellement du moins, Jean Le Calvez n'est plus employé de la FRANCEXPA (3, rue Moncey, 75009 Paris), une des sociétés de Gilbert Beaujolin, depuis novembre 1971.

En réalité, Le Calvez continue à émarger régulièrement aux caisses tant de la FRANCEXPA que d'autres sociétés comme la SOTIC-Bruxelles, la SPADA SpA de Turin, et l'INTERMARKT GmbH de Düsseldorf.

En 1972, 1973 et 1974 des chèques tirés sur ces quatre sociétés (aucun chèque inférieur à 150 000 francs suisses) ont été déposés sur le compte SK 538 ouvert près le « Crédit Suisse », agence de Lausanne (avenue de Cour). Or, ce compte est celui de Le Calvez.

On retrouve dans les quatre sociétés précitées le tandem Beaujolin/Barberot. Ce dernier figure au titre de « conseiller technique » dans l'organigramme de la SOTIC, de la SPADA et d'INTERMARKT.

Un des directeurs de la SPADA, Charles Vineti, membre du S.A.C., se trouvait dans les années 68/70 dans la région marseillaise. C'est lui qui distribuait les fonds auprès d'Etienne Arvanitis, de Gomila, etc., responsables locaux des gaullistes de gauche, l'U.G. V°. Puis Vineti a travaillé à Paris dans les équipes Foccart avant de rejoindre Milan et Turin en 1970 pour la SPADA SpA nouvellement créée.

Vineti est lié sur les plans personnel et professionnel avec Le Calvez.

ment de partis progressistes tel que le PSU-éditorial du n° 13 de Combat Breton).

Les deux groupes visent, de préférence, la gauche : ainsi Liégard présentera le FLB-LNS comme une scission de gauche du FLB-ARB (ce qui est loin d'être exact) ; Le Calvez se plaît à se présenter comme « l'homme qui a fait virer le mouvement breton à gauche! ».

En fait, leurs plans se décomposent en trois étapes :

- Détruire le mouvement nationaliste traditionnel breton,

- Contrôler un rassemblement progressiste breton (ex. FASAB) par toutes sortes de procédés ; appel du pied aux aventuriers politiques, pressions diverses, chantages...

- Créer un rapport de forces tel qu'il ne soit plus possible de les éliminer sans détruire le mouvement (à ce sujet ils provoquent littéralement l'UDB en leur proposant... une alliance... réponse attendue !).

Pour réussir ce plan le groupe en question n'a pas lésiné : investissant d'abord dans le SAV et « L'Avenir de la Bretagne » ils éliminent les nationalistes de droite mais négocient, dans le même temps, avec les fascistes français (rencontre en janvier 73 entre Le Calvez et les dirigeants d'Ordre Nouveau).

La droite bretonne détruite, le groupe Le Calvez s'attaque à la gauche, il est en cela aidé par l'action du FLB-LNS qui a pris dans ses mailles les comités d'action bretons du Dr CARO.

Ces derniers « mouillés » dans

l'affaire se comportent, en majorité, comme des otages dociles alors qu'il leur suffisait de dénoncer le tout pour faire échouer la manœuvre... C'est donc leur faiblesse qui a permis la réalisation partielle de la deuxième étape du plan Le Calvez.

Contrôler le FASAB n'est pas aisé et la manœuvre est dénoncée par Libération et les révolutionnaires bretons et occitans.

C'est donc un FASB squelettique que gouverne Le Calvez.

Ce groupe s'appuie sur des relations internationales : le bloc Américano-sioniste, c'est d'ailleurs grâce à un voyage de Ducoureau en Iran que semble être né Combat Breton, voyage fructueux s'il en est car il a permis à Ducoureau de rencontrer Barzani (totalement encadré par la CIA d'après le « Washington Post »), un agent israélien L. Aronson, les services iraniens de la SAWAK.

Ceci a réellement été un tournant important, comme leur dénonciation (qui les a contraints à renier Liégard).

Ils abattent toutes leurs cartes : ralliement officiel des positions sionistes pour conserver des alliés.

Quoiqu'il en soit, les procédés de chantage de ce groupe ne peuvent jouer que sur des individus dénués de conscience révolutionnaire (chantage au LNS, technique de la photo tronquée — qui sont les interlocuteurs de Liégard dans cette photo, parue dans Combat Breton n° 13 ? —) ; pour nous il n'y a pas d'autre alternative que leur élimination du circuit politique.

UNE PRATIQUE «BARBOUZIERE» SOPHISTIQUEE: LE CONTRÔLE DU FLB-LNS et du FA SAB

Deux groupes opèrent avec des moyens différents sur les mêmes cibles avec des objectifs similaires.

Ils disposent tous deux d'une infrastructure de «relations publiques» :

- Liégard avait créé une fantomatique «Conférence des mouvements régionalistes et nationalistes» qui lui permettait de contacter les divers mouvements de minorités nationales (Occitans, Basques, Corses, Irlandais).

- Le groupe «Le Calvez» dispose d'une structure beaucoup plus complexe :

une agence de presse MPB remplissant, sous des appa-

rences professionnelles, le même rôle que la pseudo-conférence de Liégard.

Une structure politique : la revue «Combat Breton» destinée à chapeauter le contrôle du FASAB.

Une structure économique, la Société d'import-export «CIT».

Tout ceci nécessite un budget important de l'ordre d'un million de francs actuels par an (coût de la revue, salaires + charges sociales, coût du local du 103, rue Lafayette).

Nous savons que le but final est le contrôle du mouvement breton, voire des autres mouvements de minorités nationales (éventuelle-

LE CALVEZ:
"l'homme qui a fait évoluer le mouvement breton à gauche"
Sic!



COLLECTIF DES MINORITES NATIONALES LES MOUVEMENTS

POUR LA PALESTINE

CHARTRE ADOPTEE A LA REUNION
DU 2 NOVEMBRE 1974

Charte adoptée à la réunion du 2 novembre 1974.

Art. 1.— Il est créé entre les individus et mouvements de minorités nationales un collectif intitulé «collectif des minorités nationales pour la Palestine».

Art.2. Les buts de ce collectif sont :

- de s'opposer à toutes les pressions et agissements sionistes au sein des minorités nationales, quelles que soient les formes que prennent ces agissements et, notamment en refusant la thèse d'une pseudo-ethnie juive menant à travers le monde un combat visant à la reconnaissance de droits territoriaux sur la Palestine occupée.

- de s'opposer aux pressions et menées bellicistes du sionisme fauteur de guerre (notamment par le relais de l'impérialisme US et les bourgeoisies nationales), en menant dans les minorités nationales la lutte contre toutes mesu-

res de coercition militaire ou économique à l'égard des pays arabes.

- de soutenir sur une base anti-capitaliste et anti impérialiste la juste lutte du peuple palestinien contre l'Etat impérialiste, militariste et raciste d'Israël, l'impérialisme US et les Etats réactionnaires arabes (notamment le régime hachémite, la droite libanaise...)

Art. 3.— Les moyens de ce collectif sont : bulletin de liaison, réunions publiques, galas, diffusion de la documentation antisioniste, participation à toutes les activités générales de soutien à la résistance palestinienne ainsi que tout autre moyen se révélant nécessaire.

Art. 4.— Le siège de ce collectif est provisoirement fixé au 240, rue St-Jacques - Paris 5e.

Art. 5.— Le collectif a pour ressources des cotisations individuelles et collectives ainsi que les dons éventuels.

Le Collectif national pour la Palestine
— B.P. 146,75263 Paris cedex 06, a édité
une plaquette sur la bataille de
l'U.N.E.S.C.O. : « L'Etat d'Israël contre
les Droits de l'Homme », 80 pages, 7
francs.

STOURM BREIZH

ET POBLE D'OC

COMMUNIQUENT:



«L'état bourgeois français ne recule devant aucune violence... Violence capitaliste qui contraint les peuples dominés de l'hexagone à l'exode et au chômage, violence idéologique qui émane de toutes les institutions étatiques (école, armée, police, justice...), violence politique qui jette pêle-mêle des dizaines de militants en prison : autonomistes corses et bretons, syndicalistes ouvriers, soldats en lutte, insoumis.

Le pouvoir a choisi son terrain : c'est la lutte idéologique. Il espère isoler les militants les plus radicalisés de la masse des travailleurs; il a pour atout les contradictions politiques et idéologiques évidentes de l'union de la gauche française.

A cela il faut opposer une riposte unitaire qui fasse la jonction de toutes les luttes : pour l'autonomie politique, contre les agressions et les saccages écologiques, contre l'embrigadement militaire ou policier, pour la libération sociale des travailleurs.

C'est à ce prix que le bluff répressif du pouvoir pourra être mis en échec et la nature profondément autoritaire du libéralisme «Giscardien» mis en évidence».

ECRIVEZ AUX PRISONNIERS

Les lettres que nous recevons des militants emprisonnés montrent qu'ils ont bon moral malgré le côté arbitraire de leur détention. Le courrier est pour beaucoup dans ce moral. Ecrivez-leur donc, envoyez leur des colis : livres, revues...

Adresse des prisonniers :

- Pierre LOQUET N° 180671 D1 - 65
- Abbé LE BRETON N° 181768 D2 - 72
- Jean LALUYAUX N° 181655 D1 - 93
- André LE GALL N° 181657 D1 - 59
- Gérard CORITON N° 180672 2/109
- Dominique CROCHARD N° 180673 C/219

Pour tous :

42, rue de la Santé
75674 PARIS (France)

LES SOUSSIGNES S'ASSOCIENT AUX EFFORTS DU COLLECTIF

- 1.— Réaffirmer son opposition au sionisme, mouvement raciste, religieux et impérialiste et qui vient d'être reconnu comme tel par l'Assemblée générale de l'ONU (à l'exception du bloc capitaliste)
- 2.— Prendre toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à toute assimilation entre le sionisme et un quelconque mouvement de libération nationale.
- 3.— Dénoncer toute assimilation fallacieuse ou tentative de jonction entre le sionisme et des mouvements de minorités nationales dans l'Etat français.
- 4.— Dénoncer toute assimilation entre juifs et sionistes.
- 5.— Soutenir, sans relâche, la lutte du peuple palestinien.

NOM.....
PRENOM.....
ADRESSE.....
MINORITE NATIONALE.....
SIGNATURE.....

CMNP, 240 rue St JACQUES PARIS 5°

APPEL POUR LA LIBERATION DES EMPRISONNES CORSES ET BRETONS

Les soussignés rappellent que dans l'Etat français les populations basques, bretonnes, catalanes, corses et occitanes voient leur existence niée, qu'aucun moyen d'expression légale leur est permis, que la situation qui leur est faite les contraint à l'exode et au chômage.

Actuellement, des militants corses et bretons sont encore emprisonnés, victimes d'une procédure d'exception et destinés à être jugés par une cour d'exception.

Leur détention est intolérable; leur seul crime c'est d'avoir voulu protester contre le centralisme français.

Les signataires de cet appel exigent leur libération immédiate et l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre eux.

NOM.....
PRENOM.....
ADRESSE.....

A renvoyer à :

Comité anti-répression
des Peuples en lutte
c/o A. RIVAT
56, boulevard Saint-Michel
75005 PARIS

Ces propos sont nécessaires si nous ne voulons pas passer pour des petits rigolos incapables de concilier la parole et l'action. Quant à ceux qui se retranchent derrière le gallo pour disculper leur stagnation intellectuelle et qui ne sont pas capables d'en aligner deux mots, ils se fourvoient totalement. Le gallo regroupe un ensemble de parlars adaptés à une vie essentiellement rurale, non mécanisée, que la modernisation a condamné à disparaître. La disparition presque quotidienne de certains termes techniques (tels ceux qui se réfèrent au battage en commun) peut être constatée assez facilement. Il serait trop long d'analyser les raisons pour lesquelles le gallo ne s'est pas adapté à la vie "moderne", mais il est évident qu'une langue ne peut survivre sans cette adaptation à la vie de tous les jours. De plus, ce peut être une arme récupérable par le gouvernement français pour aller à l'encontre de la revendication en faveur du breton. Peut-on rêver d'une plus belle occasion pour les "défenseurs" de la langue française que leur alliance avec les gallo contre l'impérialisme breton, terme que l'on commence déjà à entendre en Bretagne. Le gallo ne peut plus être utilisé comme langue véhiculaire, car il ne peut pas s'adapter à la vie moderne. Il est absolument nécessaire, tant pour les Hauts-Bretons que pour les Bas-Bretons, de connaître la langue bretonne ; des cours par correspondance existent depuis longtemps pour ceux qui n'ont pas la possibilité de l'étudier dans un centre culturel ou ailleurs ; par conséquent, il n'y a pas d'excuse qui tienne et chacun est capable d'y consacrer un minimum de quinze minutes par jour.

Nous en arrivons maintenant au dernier point, à savoir les querelles entre les diverses associations culturelles. La situation s'est améliorée depuis quelque temps et la réunion de Gwengamp en est la preuve ; toutefois des divergences subsistent (notamment quant à l'orthographe). Il faut à tout prix que ces divergences disparaissent au plus vite, le gouvernement tirant profit de la pluralité des mouvements et de leur manque d'union. Ceci ayant été dit, c'est maintenant aux militants d'agir en conséquence ; il est encore temps. Quant à ceux qui tarderont à apprendre le breton, ils auront tout autant de responsabilités que le gouvernement français dans le processus de mort lente de notre langue.

Yann Bevarzek ha Yann Seitek

Le FASAB ?

Pourquoi l'organisation révolutionnaire Stourm-Breizh a quitté le F.A.S.A.B ?

Nous attendions du F.A.S.A.B. qu'il soit un front d'organisations, qu'il s'accorde sur un minimum, c'est-à-dire qu'il ait au moins des objectifs clairs d'anti-capitalisme et d'anti-impérialisme. Or, rien n'a été respecté.

1) L'anti-capitalisme

Stourm Breizh a appris avec étonnement dans un numéro de Politique Hebdo, par la voix de M. L'Haridon, responsable du SAV, que le F.A.S.A.B. (donc nous) entendait par AUTO-GESTION tout simplement CO-GESTION.

La co-gestion, c'est-à-dire que les travailleurs participeront à la gestion de l'entreprise avec le patron ... Alors QUELLE DIFFERENCE y-a-t-il entre la co-gestion et la "participation" du Général de Gaulle ?

Pour nous, AUTOGESTION, ça supposait quand même que l'on passe d'abord par la destruction du capitalisme (et donc de la co-gestion, une des dernières parades des capitalistes pour sauver leurs meubles). Quand nous parlons de capitalisme, nous voulons dire aussi bien le capitalisme privé que le capitalisme d'Etat. Pour nous, l'autogestion c'est la forme la plus parfaite de l'ORGANISATION SOCIALE qui a supprimé à tout jamais le profit, donc l'exploitation économique et toutes les aliénations (culturelle entre autres), qui donne à chacun les moyens de s'épanouir et de disposer de lui-même. Concrètement, cela se traduira par des conseils ouvriers, des conseils paysans, par l'élection de responsables révocables à tous moments et délégués pour remplir une tâche momentanée aux vues et au su de tout le monde.

C'est pourquoi AUTOGESTION veut dire abolition du salariat, abolition de l'Etat parce que tout Etat est en soi une organisation terroriste internationale, spécialisée dans le racket (exploitation des travailleurs) dans la prostitution (la politique), dans la prise d'otages (les prisons), dans la pédagogie (aliénation par l'école, l'armée, l'usine et l'église).

Etre anti-capitaliste, c'est, en tant que membre d'une organisation révolutionnaire, s'interroger sur ceux qui la constituent. En effet, on peut s'interroger sur les gens qui constituent le F.A.S.A.B., sur leurs véritables motivations et nous doutons vraiment de l'honnêteté révolutionnaire de ceux-ci. Pour nous, l'anti-capitalisme

ne doit pas seulement se manifester dans la théorie mais aussi et surtout dans la vie quotidienne.

2) L'anti-impérialisme

L'autogestion suppose que toute population, donc tous les individus qui la composent, soient maîtres d'eux-mêmes. Nous sommes pour l'indépendance dans le cadre du fédéralisme libertaire, c'est-à-dire l'autonomie totale ou indépendance de la Bretagne et de toute entité nationale, de tout groupe social qui en manifeste la volonté.

La position du F.A.S.A.B. par rapport à la France est une position de dépendance, car il a choisi l'autonomie interne dans un cadre hexagonal, considérant que la France repose sur une superstructure idéologique et sur une infrastructure économique, produites par le capitalisme et dont l'appareil est l'Etat colonialiste.

Reconnaître la France, c'est refuser à toute entité nationale, régionale ou autre le droit à l'autogestion, C'est donc se faire le complice du capitalisme colonial, donc ne plus être anti-capitaliste et surtout anti-impérialiste. D'ailleurs il y a pire ; il y a même, au sein du F.A.S.A.B., des gens qui justifient péneusement un impérialisme. Nous faisons allusion aux positions anti-palestiniennes de certains militants du F.A.S.A.B. qui soutiennent sans vergogne l'impérialisme israélien, bafoyant de ce fait les droits élémentaires du peuple palestinien à disposer de lui-même.

Des anti-impérialistes et des pro-sionistes ne peuvent cohabiter, ceci pour le moins.

3) Nous attendions du F.A.S.A.B. qu'il soit un front qui garantisse l'autonomie de chacune des trois organisations sur une base d'égalité. NOUS nous sommes aperçu que, dès sa création, le F.A.S.A.B. était divisé en

deux blocs : d'un côté les autoritaires, de l'autre les autogestionnaires.

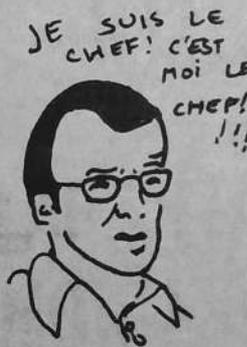
De plus, dès le début, Stourm Breizh a été considéré par les leaders des deux autres organisations comme de la main-d'oeuvre à bon marché et dont les points de vue et les propositions furent systématiquement laissés de côté.

Nous ne nous étalerons pas sur la cuisine intérieure, mais nous remarquons simplement que nos idées politiques n'ont pas été respectées : a) la Fête des Bonnets Rouges à Ploerdut où Guy Caro parlant au nom du F.S.A.B. (par la suite devenu F.A.S.A.B.) - sans nous avoir consultés - prend des positions en total désaccord avec notre manifeste. En effet, Guy Caro déclara que le F.S.A.B. soutenait la thèse de l'autonomie interne. b) A la réunion de création du F.A.S.A.B. à Menez-Kamm, nous avons demandé explicitement que la position sur l'autonomie ne soit pas précisée avant qu'ait eu lieu un débat sur ce thème, étant donné qu'il y a des gens dans le F.A.S.A.B. qui sont pour l'autonomie dans le cadre d'une république française ou dans le cadre fédéraliste européen ou pour une autonomie totale (indépendance)... Notre position étant la dernière. Or, cette proposition n'a pas été respectée : à deux reprises des documents du F.A.S.A.B. (auxquels nous n'avons pas participé) dénonçant le séparatisme, prennent partie pour un statut spécial pour la Bretagne dans Combat Breton de Novembre. D'autres responsables du S.A.V., donc du F.A.S.A.B., ayant parlé de transformer le Front en parti, nous ne pouvions pas, nous, séparatistes libertaires, rester dans une organisation qui s'opposait en pratique et en théorie au fondement de notre action.

Il apparaît aussi, à la lumière de nombreux renseignements, qu'il y a une forte infiltration policière non seulement dans le F.A.S.A.B. (aussi dans les mouvements culturels) par ce qui se veut un front militaire (FLB-LNS) : voir notre dossier sur ce problème.

Notre position est claire : tant que les éléments troubles du mouvement breton qui sont maintenant connus de tous n'auront pas été évincés et la ligne politique clarifiée STOURM BREIZH se tiendra à l'écart de toute action dans une ligne politique commune avec le F.A.S.A.B.

Ce communiqué a été envoyé à : Libération, Armor Magazine, Douar Breizh, Monde libertaire, Politique Hebdo, Breizh, Peuple breton, Front libertaire, Combat socialiste, Poble d'oc.



DES FINS LIMIERS CES STOURMERIEN!



ALLEZ, C'EST NORMAL DES BUDGETS DE 100 Briques !
ça FAIT PROLO !!!

BEN! ALORS!
ET LA
VIGILANCE
REVOLUTIONNAIRE!
OUBLIÉE? OU VOUS
FERMEZ LES YEUX!
DEVANT LA GANGLUÉ

On assiste actuellement, dans l'Etat français et sur l'ensemble de l'Europe occidentale, à une montée de la répression. Elle correspond à l'accentuation de la crise économique que traverse le capitalisme international.

Cette répression a pour but de museler la montée des luttes de ceux qui font les frais de la crise:

- les travailleurs se révoltant contre leur exploitation.
- les militants qui s'attaquent directement à l'Etat centraliste.

Dernièrement, deux militants de S.B. ont été interpellés pour la 2^o fois ce mois-ci: "Allez, avouez! on a fait l'Indo et l'Algérie!!" (P.J. de Brest)

Quand à Gélebar, il aurait subi des sévices durant la garde à vue. Ses parents en ont aussitôt confié la défense à Mtre Choucq...

•Gélebar, libertaire breton, est accusé par le P.J. d'avoir participé aux attentats contre des permanences d'élus de la majorité et un quotidien de Bretagne



Tous droits de reproductions des articles ou graphiques autorisés!!!

LA BATAILLE DE L'UNESCO

L'ETAT D'ISRAEL CONTRE LES DROITS DE L'HOMME

édité par le

COLLECTIF NATIONAL POUR LA PALESTINE

B.P. 146

75263 PARIS CEDEX 06

Bi-mensuel : 2,00 Frs. Directeur : J.C. Lannuel

Dépot légal : 1^o trimestre 1976

1 Bas de la place des lices 35 RENNES

Imprimerie : SALINGARDE. VILLEFRANCHE DE ROUERQUE

ABONNEZ - VOUS !!

c est pas cher!

Abonnement 20 F
(12 n°)

Abon. de soutien + de 20 F

Nom : _____

Adresse: _____

"J.C. Lannuel" 1 bas place des lices
35400 Rennes

Ce journal est ouvert à tous les révolutionnaires, qu'ils soient basques, Corses, Occitans, Catalans ou Bretons. Ecrivez!